

**Équipe d'intervention rapide fondée sur les droits :
Confronter les abus de l'État et protéger les moyens de subsistance des pauvres en milieu urbain**

Résumé exécutif

Depuis août 2021, le centre de recherche sur l'urbanisme informel (InfUr-) de l'Université de Melbourne, l'Alliance Save San Roque (SSR) et l'Alliance des vendeurs de Manille (MMVA) ont mis en œuvre un projet de recherche et de plaidoyer intitulé " Espace civique, moyens de subsistance et rétablissement postpandémique à Manille ", qui amplifie la relation fondamentale entre l'espace civique et les moyens de subsistance économiques pendant la pandémie de COVID-19. Il cherche à renforcer et à étendre le partenariat des organisations de base avec les groupes de la société civile et les alliés du gouvernement afin de prévenir les violations des droits de l'homme contre les pauvres des villes qui s'engagent dans des moyens de subsistance légitimes et résistent aux expulsions forcées dans la région métropolitaine de Manille, aux Philippines, pendant la pandémie. Un aspect clé de la mise en œuvre du projet est la formation d'une équipe de réponse rapide (QRT) pour documenter et traiter le harcèlement politique, les opérations de nettoyage contre les travailleurs informels et l'expulsion des unités de logement informelles. Cette équipe est composée de leaders de la base, de représentants d'ONG et de fonctionnaires qui défendent les droits fondamentaux des pauvres en milieu urbain.

Les pages suivantes expliquent les principaux aspects de la mise en œuvre du projet, en mettant l'accent sur la QRT comme point central de l'étude de cas :

- Contexte économique et sociopolitique plus large dans lequel s'inscrit ce projet ;
- Objectifs principaux du projet ;
- La formation du QRT, sa composition, ses activités et ses résultats préliminaires ;
- Quelques citations de pauvres urbains et de travailleurs informels ;
- Prochaines étapes et plans futurs.

Description du projet - Un contexte plus large

La pandémie de COVID-19 a mis en évidence et contribué à aggraver les inégalités socioéconomiques. L'application de politiques de confinement, de restrictions de mobilité et d'autres mesures de contrôle du COVID-19 a eu un impact négatif sur 1,6 milliard de travailleurs informels dans le monde¹. À Metro Manila, une proportion importante de la population urbaine pauvre vit dans des établissements informels et tire ses moyens de subsistance d'activités quotidiennes précaires telles que la vente ambulante, l'aide domestique et le transport informel. La fermeture de COVID-19 a privé ces communautés de leurs moyens de subsistance tout en les confinant dans des conditions de vie où la distanciation spatiale est impossible. Au-delà de la crise sanitaire fondamentale, la pandémie de COVID-19 s'est manifestée par des défis aigus liés à l'insécurité alimentaire et des moyens de subsistance, ainsi que par un rétrécissement de l'espace pour l'affirmation des droits civils et politiques.

¹ Organisation Internationale du Travail. (2020). La crise COVID-19 et l'économie informelle : Réponses immédiates et défis politiques. Récupéré de https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_protect/---protrav/--travail/documents/briefingnote/wcms_743623.pdf

Aux Philippines, le gouvernement a fait de la pandémie une question de sécurité plutôt qu'un problème de santé publique, recourant à une répression violente des populations urbaines pauvres. Début avril 2020, 21 résidents de San Roque, un quartier pauvre d'environ 30 000 habitants où ce projet est mis en œuvre, ont été arrêtés pour avoir exprimé leur mécontentement et demandé de l'aide pour lutter contre leur propre faim. Au cours du même mois, 19 vendeurs de rue, membres de la MMVA, sont sortis et ont vendu des légumes pour soulager la faim, et ont également été emprisonnés pour avoir violé les restrictions de fermeture. Des cas de fonctionnaires locaux emprisonnant des contrevenants à la quarantaine dans des cages à chiens et des cercueils sont apparus dans de nombreux villages. Cette approche musclée s'inscrit dans un environnement politique plus large connu sous le nom de "Dutertismo", qui désigne le déploiement par le président Rodrigo Duterte du pouvoir coercitif de l'État pour intimider les dissidents, les critiques et les personnes non coopératives. À San Roque, des policiers en uniforme ont intimidé des groupes de bénévoles et des dirigeants communautaires participant aux interventions de crise du COVID-19.

Objectifs

Les impacts négatifs de la pandémie et des mesures gouvernementales ont incité le centre de recherche InfUr- de l'Université de Melbourne, le SSR et le MMVA à mettre en œuvre un projet de plaidoyer et de recherche intitulé "Espace civique, moyens de subsistance et rétablissement postpandémie à Manille". Le projet vise à amplifier la relation fondamentale entre l'espace civique et les moyens de subsistance économiques des pauvres en milieu urbain. Il a débuté en août 2021 et a maintenant entrepris des activités de plaidoyer, de documentation et de formation impliquant des résidents urbains pauvres, des vendeurs de rue, des travailleurs du transport informel, des groupes civiques et des agences gouvernementales.

Un aspect essentiel de la mise en œuvre du projet est la formation d'une équipe d'intervention rapide (QRT) contre le harcèlement politique et les expulsions forcées. Cette équipe est composée de leaders des populations urbaines pauvres, de représentants d'organisations non gouvernementales (ONG) et de fonctionnaires des institutions suivantes : Commission des droits de l'homme (CDH), Commission présidentielle pour les pauvres en milieu urbain (PCUP), MMVA, SSR, Coalition Kariton, CharisMaria et Forum urbain. Le QRT a trois rôles cruciaux dans la mise en œuvre du projet :

1. Présenter les leaders des pauvres urbains aux agences gouvernementales et aux défenseurs des libertés civiles qui peuvent empêcher les démolitions à grande échelle, les démolitions ciblées forcées, le harcèlement et les arrestations arbitraires des leaders de la base qui protestent contre la réduction des droits de l'homme ;
2. Offrir des conseils politiques et juridiques pratiques concernant les démolitions illégales, la dégradation délibérée des conditions de vie (par exemple, clôtures, coupure des services de base tels que l'eau et l'électricité, etc.), ainsi que la militarisation et l'abus de l'autorité de l'État contre les résidents des quartiers informels et les travailleurs informels ;
3. S'engager dans une série de dialogues pour identifier des propositions de politiques concrètes pour protéger et promouvoir les droits civils, politiques, économiques et socioculturels des pauvres en milieu urbain.

Comment nos actions ont contribué à protéger l'espace civique (et les moyens de subsistance) + Résultats des actions

Avant de présenter les résultats des activités entreprises dans le cadre de ce projet, il est important de noter que les équipes internes d'intervention rapide de la SSR et du MMVA ont contribué séparément à faciliter la libération des vendeurs et des résidents de San Roque détenus en avril 2020. Comme mentionné ci-dessus, les forces de l'État ont appréhendé 21 résidents de San Roque et 19 vendeurs du MMVA à des occasions distinctes, citant les règles de verrouillage COVID-19 comme base légale. SSR a aidé à réunir une équipe de juristes et a collecté des fonds pour faire sortir les résidents arrêtés. De son côté, le MMVA a contacté un avocat militant et s'est coordonné avec le maire de Quezon City pour faciliter la libération de ses membres. La formation de l'équipe d'intervention multisectorielle du projet s'est appuyée sur ces premiers résultats et les a maintenus.

Opérations de nettoyage des rues

Entre août et octobre 2021, 25 unités de *pedicab* et 12 *karitons* (petit chariot utilisé pour transporter des matériaux de travail, voir figure 2) ont été saisis par la *Metropolitan Manila Development Authority* (MMDA) sans qu'aucune infraction claire ne soit signalée. Pour répondre à cette série d'opérations de dégageement forcées et arbitraires, le QRT a écrit une lettre ouverte à la MMDA. Elle a également lancé une campagne d'information dans les médias et en ligne sur l'impact des opérations de nettoyage de la MMDA sur les conducteurs de *pedicab* et les propriétaires de *kariton* à Quezon City. Après plus d'une semaine, l'équipe a envoyé une autre lettre officielle au MMDA (avec copie à la Commission des droits de l'homme et à la Commission présidentielle pour les pauvres en milieu urbain), demandant un dialogue entre le MMDA et les propriétaires de *pedicab/kariton* pour discuter des points suivants :

1. Les recours juridiques que les citoyens lésés pourraient utiliser pour récupérer facilement les *pédiluves* et *karitons* confisqués ;
2. Les pratiques spécifiques que les citoyens lésés et leurs associations peuvent adopter pour empêcher une autre confiscation forcée et arbitraire de *pedicabs* et *karitons* ;
3. Des mesures concrètes et un accord entre le MMDA et les conducteurs de cyclo-pousse pour permettre à ces derniers d'utiliser certains espaces de la rue comme lieux de travail (par exemple, des terminaux pour prendre et déposer des passagers), surtout pendant cette période de pandémie.

Réalisations

Un dialogue a eu lieu le 4 novembre 2021, au cours duquel la QRT était représentée par un avocat spécialisé dans la défense des droits de l'homme, un volontaire de la SSR et deux dirigeants de chauffeurs de taxi. La réunion a permis de générer des accords clés qui ont abouti aux résultats suivants :

- La récupération de deux unités de cyclo-pousse appartenant aux leaders qui ont pris part au dialogue (voir la figure 1 à la page 5) ;
- Clarification de la procédure légale sur la manière de récupérer les unités de *pedicab* et de *kariton* confisquées ;
- Un moratoire sur les opérations de défrichage jusqu'à la fin décembre 2021 ;
- Encouragement par le MMDA pour les conducteurs de *pedicab* à créer un système d'entretien des terminaux de transport informel ;
- L'accord des représentants du MMDA pour accueillir et coopérer avec une éventuelle enquête de la CHR sur les violations des droits de l'homme commises par les employés du MMDA pendant les violentes opérations de nettoyage ;



Pour aider à consolider les rangs des conducteurs de *pédicab* et des propriétaires de *kariton*, le QRT a accepté de mener une série de formations et d'éducation aux droits de l'homme avec ces travailleurs informels en collaboration avec la Commission des droits de l'homme.

Faible taux de vaccination contre le COVID-19 chez les populations urbaines pauvres

Il était crucial de s'attaquer à ce problème car le vaccin COVID-19 est devenu un " ticket " pour obtenir l'autorisation du gouvernement local de s'engager dans des activités de subsistance, car les bureaucrates au niveau de la rue cherchent un " certificat de vaccination " des vendeurs informels avant de les autoriser à retourner dans la rue. Le MMVA a coordonné avec le bureau du maire de Quezon City la création d'une "voie de vaccination" séparée pour les vendeurs.

Réalisations

Cette initiative a permis d'inoculer environ 2 000 vendeurs de rue et résidents urbains pauvres. La campagne de vaccination a été rendue possible grâce à la relation de longue date entre le MMVA et le maire de Quezon City. Ce partenariat a également contribué à la libération de 19 vendeurs du MMVA qui avaient été arrêtés par la police l'année dernière. La coordinatrice du MMVA, Mme Flora Santos, a contacté le maire de Quezon City, Joy Belmonte, qui a ensuite contribué à la libération immédiate des vendeurs ambulants détenus.

Outre la campagne de vaccination, les ressources du projet ont également aidé MMVA à négocier l'émission d'un accord sur le moratoire de Noël des colporteurs par le gouvernement de la ville de Quezon (voir figure 3 à la page 5). Ce "moratoire de Noël" est un accord annuel qui garantit qu'il n'y aura pas d'opérations de nettoyage contre les vendeurs de rue entre le 5 novembre 2021 et le 15 janvier 2022. Le moratoire est guidé par les règles suivantes :

1. Approbation des activités de vente par le Barangay concerné (organisme public au niveau du village).
2. Respect strict des directives du protocole de santé et de sécurité dans la catégorie du niveau d'alerte 4.
3. Les autorités gouvernementales ne doivent en aucun cas percevoir de "bonne volonté" (extorsion) d'un montant quelconque auprès des vendeurs.
4. Le gouvernement de la ville ne percevra que le paiement des taxes et redevances requises.
5. L'utilisation d'étals, de tentes ou de chariots temporaires.
6. Maintien de la propreté, de l'ordre et de l'assainissement du site de vente par les vendeurs/groupes ou associations de vendeurs.
7. Démontage volontaire du matériel de vente à la fin de la période de moratoire.

Menace d'expulsion des colons informels de San Roque

SSR a aidé les groupes communautaires de la région dans la série de dialogues avec le gouvernement de la ville de Quezon concernant leur proposition de plan de développement communautaire (CDP). Ce plan est une stratégie de réaménagement du site qui offrira la sécurité aux locataires et des unités de logement abordables aux colons informels de Quezon City. Les dialogues formels sont accompagnés d'actions de protestation pour attirer l'attention du public sur leur problème vieux de plusieurs décennies et pour souligner l'importance de l'espace civique et de l'action politique collective dans leur projet de campagne en faveur du logement pour les pauvres.

Réalisations



Cette stratégie combinée de dialogue et de protestation s'est avérée efficace jusqu'à présent. Le gouvernement de la ville de Quezon s'est engagé à intégrer le projet de PDC de San Roque dans les projets de logement de la ville dans le cadre de programmes de redéveloppement "sur site" ou de relocalisation "en ville".

Site Internet de QRT

Pour s'assurer que les principaux résultats du projet puissent être partagés publiquement, la QRT a créé un site Web qui sert de dépôt en ligne de toutes les activités pertinentes menées par les membres de la QRT. Le site contient également des témoignages de travailleurs informels urbains pauvres sur l'impact de la pandémie de COVID-19 sur leurs conditions de vie et de travail. Le site est toujours en cours de réalisation et peut être consulté ici : tinigmaralita.com. En philippin, "tinigmaralita" signifie "voix des pauvres". D'autres vidéos, photos et documents seront ajoutés au site dans les semaines à venir.

Citations et visuels

Déclaration d'une femme monoparentale qui est chauffeur de cyclo-pousse depuis six ans:

"Bakit ganunsilamanghuli? Talagangpaalisin ka sainuupuanmo para makuhayung pedicab. Hindi naman yunmakatao. ... Nakiusapako, umiyaknaako kasi may sakit ang anak ko nung time nayunnanghuli. Hanggang ngayonlalosisilangtumitingkad ng huli kasi satinginnila parang



Figure 1 : Un conducteur récupère son pedicab après un dialogue avec les responsables du MMDA.

walangmagagawayungmgataongnahuhulihan. Kaya kayanilangharasin, ipamalibagnilapagayawpumayag ng mgatao... Halos araw-arawna po silananghuhuli... Sabinga ng mgaibang pedicab drivers, kahitanongpakiusap naming wag kaminghulihin kasi naghahanap-buhay naman kami ng marangal. Hindi naman kami nagnanakaw."



Figure 2 : Kariton, un dispositif commun utilisé pour les moyens de subsistance de la rue (Fuente: <https://www.manilatimes.net/2020/04/26/the-sunday-times/cover-story/a-guardian-angel-and-his-kariton/718869>)

(Pourquoi leur opération de nettoyage [employés du MMDA] est-elle comme ça ? Ils vous éloignent de force alors que vous êtes assis sur le cyclo-pousse. C'est inhumain. ... Je les ai suppliés ; j'ai même pleuré parce que mon enfant était malade lorsqu'ils menaient une opération de nettoyage. Ils deviennent de plus en plus violents dans leur approche car ils pensent que les conducteurs/propriétaires de cyclo-pousse ne peuvent rien faire. Ils pourraient simplement harceler [les chauffeurs] et leur enlever de force leurs pédiluves).



Figure 3 : Réunion de la MMVA avec le maire de Quezon City sur l'émission du "Moratoire de Noël des colporteurs".

Une citation d'un leader des vendeurs : *"Hindi kami umaasagobyerno; nagsisikap kami para magkaroon ng maayosnabuhay. Pwesto lang kailangnamin, mahirapbaibigay? Kahit mahirap kami, kung patuloy nalumalaban at*

colporteurs".

samasamangkumilosmakakamit ang amingmgahangarin namaayosnapamumuhay."

(Nous ne comptons pas sur le gouvernement ; nous faisons de notre mieux pour améliorer nos conditions de vie. Nous avons juste besoin d'un espace de vente ; est-ce difficile pour eux [le gouvernement] de nous le fournir ? Nous sommes pauvres, mais si nous poursuivons notre lutte collective, nous pouvons réaliser notre rêve d'avoir une vie meilleure).

Prochaines étapes/projets futurs

Au cours des prochaines semaines, les activités suivantes seront entreprises pour maintenir les acquis de la mise en œuvre du projet :

1. Organiser des réunions de QRT pour identifier les stratégies de récupération postpandémique qui mettent l'accent sur l'importance de l'espace civique ainsi que sur l'inégalité des vulnérabilités et des opportunités des pauvres en milieu urbain. Le programme de redressement en faveur des pauvres sera également partagé avec les candidats locaux et nationaux aux élections de 2022 dans le pays, ce qui en fera une question électorale clé ;
2. Faciliter le dialogue entre les conducteurs de cyclo-pousse et les fonctionnaires des barangay afin de définir des directives claires pour : a) empêcher la confiscation arbitraire et violente des cyclo-pousses et des *kariton* ; b) récupérer les unités de transport confisquées ; c) élaborer un plan pour l'installation de terminaux de cyclo-pousse ;
3. Organiser une série de réunions et d'actions d'éducation aux droits de l'homme avec les conducteurs de cyclo-pousse à San Roque. Cela se fera en partenariat avec la Commission des droits de l'homme ;

4. Surveiller la mise en œuvre du " Moratoire de Noël " et agir en cas de violation éventuelle sur la base du document publié par le gouvernement de la ville de Quezon après une série de consultations avec la MMVA ;
5. Réagir à la visibilité croissante de la police et de l'armée à San Roque, qui a également été une préoccupation majeure pour les résidents, en particulier ceux qui appartiennent à des organisations qui ont été précédemment "étiquetées" (marquées comme appartenant à des groupes armés communistes aux Philippines). Dans certains cas, le personnel en uniforme mène des programmes alimentaires, installe des cuisines communautaires et lance des projets de subsistance ciblant les membres des associations communautaires progressistes de la région. Il est également arrivé que le personnel en uniforme soit présent lors de certaines consultations et ateliers communautaires, intimidant les résidents qui assistaient à certaines des activités initiées dans le cadre de ce projet. La QRT a accepté de documenter ces pratiques et d'explorer les actions possibles dans les semaines à venir ;
6. Examiner les leçons tirées de la collaboration entre les réseaux de base et les agences gouvernementales, comment elle a été entreprise dans des conditions de pandémie, dans quelles conditions elles peuvent réussir dans le contexte postpandémique, et ce qui pourrait entraver leur capacité à se développer.